

Brochure n° 3159

Convention collective nationale
IDCC : 2596. – COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES

AVENANT DU 5 OCTOBRE 2017
À L'ACCORD DU 29 SEPTEMBRE 1967 RELATIF À L'OUVERTURE DU DIMANCHE
(LANDES)

NOR : ASET1750972M
IDCC : 2596

Entre

UNEC Landes

D'une part, et

CGT

CFDT

CGT-FO

D'autre part,

Considérant l'interdiction du travail du dimanche, dans les salons de coiffure des Landes, précisée par les articles 1^{er}, 2 et 3 de l'accord du 29 septembre 1967 ;

Considérant l'arrêté préfectoral n° 64 du 10 juin 1968 faisant interdiction absolue d'ouverture le dimanche des salons de coiffure des Landes ;

Considérant le souhait des coiffeurs des Landes d'ouvrir exceptionnellement leurs salons les dimanches 24 et 31 décembre 2017,

les signataires souscrivent à cette demande aux conditions ci-après :

Article 1^{er}

Les établissements de coiffure des Landes pourront être ouverts exceptionnellement les dimanches 24 et 31 décembre 2017, de 9 heures à 16 heures au plus tard.

Article 2

Les salariés volontaires travaillant les dimanches 24 et 31 décembre 2017, ou l'un de ces deux dimanches, bénéficieront en plus de la rémunération normale de leurs heures de travail de la journée d'une compensation salariale et d'une compensation en repos compensateur pour chacun des deux dimanches travaillés.

2.1. Compensation salariale

La rémunération complémentaire de compensation salariale au travail du dimanche sera au moins le double de la rémunération horaire de chaque heure travaillée, sans préjudice du montant légal

et conventionnel minimum de la prime exceptionnelle d'un montant de 1/24 du salaire mensuel (art. 9 de la convention collective). Le choix de la compensation salariale sera fait à l'avantage du salarié (à l'avantage du paiement double ou de 1/24).

2.2. Compensation en repos compensateur, s'ajoutant à la compensation salariale

Le travail les dimanches 24 et 31 décembre 2017 génère des repos compensateurs :

a) D'une journée prise en principe le surlendemain du dimanche travaillé :

- le 26 décembre 2017 pour le dimanche 24 décembre 2017 travaillé ;
- le 2 janvier 2018 pour le dimanche 31 décembre 2017 travaillé ;
- ou après accord entre le salarié et l'employeur, sous quinzaine.

b) De 1 demi-journée supplémentaire de 4 heures pour chaque dimanche travaillé pouvant être prise en repos compensateur les mois de janvier et de février 2018 en accord entre la direction de chaque établissement et le salarié concerné.

Ces 2 × 0,5 journées peuvent également être prises dans les mêmes conditions sous forme d'une journée de repos compensateur d'une journée de 7 heures (voire de 4 heures pour le cas de 1 demi-journée) et sont susceptibles d'être transformées en rémunération complémentaire ou supplémentaire selon le cas par tout salarié en contrat de travail à temps partiel en dessous des 35 heures légales qui en fait la demande auprès de l'employeur.

Les repos compensateurs générés par le travail des dimanches 24 et (ou) 31 décembre 2017 s'ajoutent aux congés payés légaux et conventionnels.

Article 2 bis

Après information de l'employeur les salariés ayant des enfants en bas âge de moins de 12 ans auront la possibilité de choix entre, soit ne pas travailler les dimanches 24 et (ou) 31 décembre 2017, soit de bénéficier de la totalité des frais de garde assuré par une personne physique ou morale déclarée.

Article 3

Les apprentis ne pourront en aucun cas travailler les dimanches 24 et 31 décembre 2017.

Les jours de fermeture des salons pour les compensations prévues dans le présent avenant n'auront aucun effet sur la rémunération des apprentis.

Article 4

Le présent avenant n'est valable que pour l'ouverture exceptionnelle des 24 et 31 décembre 2017.

Les parties seront amenées à se rencontrer à nouveau lorsque le calendrier posera des problèmes de même nature.

Article 5

Il est convenu d'un commun accord que les dispositions au présent avenant prendront effet dès que l'arrêté préfectoral aura été promulgué.

Le présent avenant sera affiché sur chaque entreprise de coiffure par chaque employeur.

Fait à Mont-de-Marsan, le 5 octobre 2017.

(Suivent les signatures.)